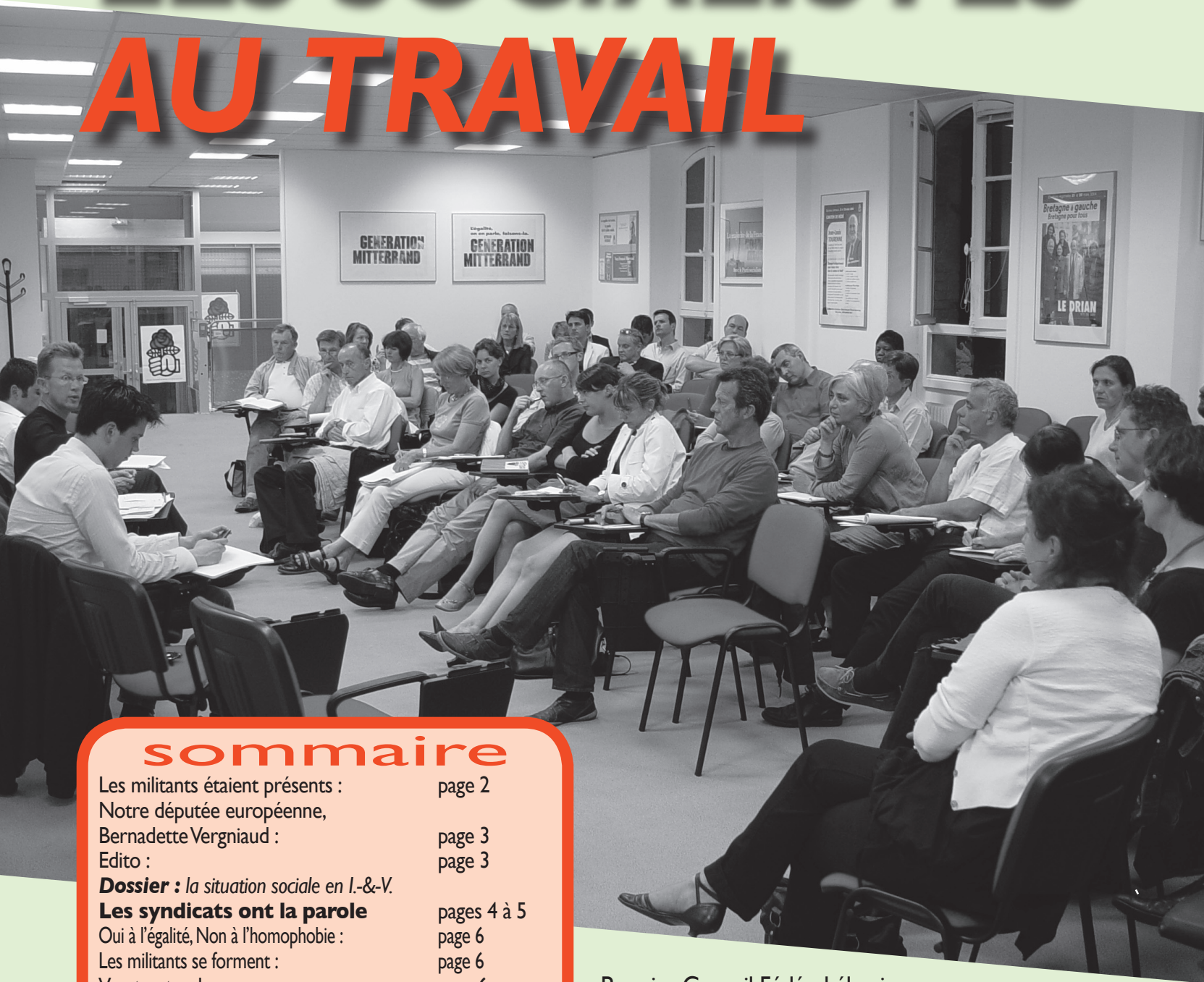




LES SOCIALISTES AU TRAVAIL



sommaire

Les militants étaient présents :	page 2
Notre députée européenne, Bernadette Vergniaud :	page 3
Edito :	page 3
Dossier : la situation sociale en I.-&-V.	
Les syndicats ont la parole	pages 4 à 5
Oui à l'égalité, Non à l'homophobie :	page 6
Les militants se forment :	page 6
Vu et entendu :	page 6
Rennes 2, la rebelle :	page 7
Dons pour la Maison des socialistes :	page 7
L'économie sociale et solidaire, une des réponses à la crise :	page 8
Jean-François Guérin, nouveau Conseiller Général de Redon :	page 8

Premier Conseil Fédéral élargi
aux secrétaires de section
dans la nouvelle «Maison des socialistes»

Les militants étaient présents



Place de l'Hôtel de Ville de Rennes (18 mai)

Un grand merci à tous les camarades qui ont participé à cette difficile campagne des européennes. Merci aux militants qui ont eu à cœur d'écouter leur conviction et qui gardent, contre vents et marées, le sens du Parti chevillé au corps. Ce fut une campagne rude, à l'image des résultats du PS, où l'on nous a d'abord et avant tout reproché nos divisions. Ces reproches n'étaient pas infondés et moi-même, en campagne sur toute la Bretagne pendant deux mois, j'ai profondément ressenti à la fois les contraintes et les manques d'un parti qui n'était pas rassemblé.

Ce fut aussi une campagne chaleureuse, où ceux qui se sont retroussé les manches, se sont aussi serré les coudes et ont partagé de vrais moments de fraternité et de bonheur. Celui de voir les salles comblées malgré les soirées estivales de fin de campagne, celui de sortir vainqueur haut la main des débats avec les autres listes, organisés par des comités divers... À cet égard, je voudrais saluer chaleureusement Maria Vadillo qui a œuvré avec toutes ses convictions pour faire avancer la cause d'une



Meeting au Triangle de Rennes, (18 mai)



Réunion publique du canton de Liffré (12 mai)

Europe de justice et qui a apporté sa bonne humeur durant toute cette campagne.

Mais je souhaite surtout souligner que si cette campagne fut si rude, c'est qu'à travers mes rencontres de terrain, avec les syndicats, les représentants de personnels en grève et les associations, j'étais confrontée quotidiennement à tout ce que la crise et le système génèrent de malheur et de souffrances. Et, même si chaque campagne porte son lot de problèmes, l'accélération que nous traversons constitue un terrible indicateur de ce que seront les années qui viennent et que les élections européennes n'auront pas su arrêter.



Meeting à Saint-Malo avec Benoît Hamon (11 mai)

Au-delà des résultats, je voudrais que nous n'oublions jamais que toute élection est, d'abord et avant tout, pour nous qui sommes les porteurs des valeurs de la justice sociale, un moyen de faire reculer un ordre injuste et inopérant pour construire un monde plus harmonieux.

Isabelle Thomas,
Conseillère municipale de Saint-Malo,
Conseillère régionale.

Sous les projecteurs

Notre députée européenne, **Bernadette Vergnaud**

Je remercie chaleureusement les élus, les militants, les sympathisants et les permanents de la fédération d'Ille-et-Vilaine qui se sont mobilisés tout au long de cette campagne européenne. Comme vous, je suis très déçue par le résultat obtenu qui ne reflète pas la campagne dynamique, enthousiaste et péda-



Bernadette VERGNAUD

gogique que nous avons menée. Je me suis rendue dans les 13 départements de notre circonscription, j'ai tenu environ 25 réunions publiques ou meetings au cours desquels j'ai pu rencontrer plusieurs milliers d'électeurs. Mes colistiers se sont aussi battus avec détermination en Bretagne, en Pays de la Loire et en Poitou-Charentes. Mais, en dépit de la mobilisation des élus locaux, de la dynamique militante et de l'investissement des candidats de notre liste, le résultat n'a pas été à la hauteur de nos espérances.

Je garde en mémoire, le meeting de Rezé qui restera un moment fort et émouvant de la campagne marquant une volonté de rassemblement et d'unité – bien nécessaire.

Dans votre département, à Saint-Malo et à Rennes, devant des salles combles, j'ai reçu un accueil chaleureux et j'ai pu faire la pédagogie de l'Europe à laquelle je crois : l'Europe de la solidarité, l'Europe des services

publics, l'Europe des citoyens, l'Europe du respect de l'environnement et de la croissance verte, l'Europe de l'égalité homme - femme, l'Europe de la régulation financière, l'Europe d'une politique agricole et de pêche respectueuse des hommes et des ressources naturelles, l'Europe des droits des travailleurs... etc... bref, l'Europe que veulent construire les socialistes !

Sur la circonscription, avec Stéphane LE FOLL, nous serons pour cette législature vos représentants au Parlement européen. N'hésitez pas à nous solliciter, à aller sur nos sites...

Au sein de cette assemblée, je vais continuer à me battre pour l'égal accès de tous les Européens à des soins de santé de qualité, pour une directive cadre sur les services publics, pour un plan d'investissement massif pour la recherche en faveur des énergies renouvelables, pour des dispositions législatives afin de combattre le changement climatique, pour des législations bancaires protectrices des consommateurs...

En décembre prochain, au titre d'EuroLat (assemblée qui regroupe 75 parlementaires d'Amérique Latine et 75 parlementaires européens), je participerai à la conférence internationale sur le changement climatique organisée par les Nations Unies à Copenhague en présence du Président des États-Unis, Barack Obama. J'y présenterai, en tant que rapporteure pour le PSE, mes conclusions sur les politiques à conduire conjointement entre le continent latino-américain et l'Europe en matière de lutte contre le changement climatique.

Encore merci à vous tous(tes) et tout particulièrement à mes colistiers Isabelle Thomas, Maria Vadillo, Roselyne Lefrançois.

Recevez toutes mes amitiés socialistes.

Bernadette VERGNAUD

Edito



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

«Une gauche qui gagne en 2012 ?»

22 Avril 2007 : Ségolène Royal obtient 9 500 112 voix au 1^{er} tour de l'élection présidentielle. 7 Juin 2009 : les listes PS obtiennent 2 838 160 voix lors du scrutin européen.

Mais où sont donc passés ces Françaises et ces Français – les jeunes, les milieux populaires par exemple – qui auraient fait de Ségolène Royal la 1^{re} Présidente de la République si le vote des plus de 64 ans n'avait été comptabilisé ?

Nicolas Sarkozy aurait-il à ce point réussi depuis 2 ans ? Les situations politique, économique, sociale et écologique seraient-elles si réjouissantes que la principale force d'opposition parlementaire n'aurait d'autre perspective que de partir à l'abattoir électoral.

L'UMP, avec 28% des voix, score auquel on peut rajouter 6,75% des listes divers droite, a «gagné». Un tiers des suffrages exprimés soutient la politique présidentielle et Sarkozy aurait gagné ?

Ne nous le cachons pas, les 2/3 qui n'ont pas exprimé de soutien à Sarkozy ainsi que tous ceux qui ne se sont pas déplacés nous ont envoyé un message on ne peut plus clair : ras le bol du PS ! Après 7 ans passés dans l'opposition !

Résumons ce que l'on nous reproche : un Parti tourné vers lui-même, une alternance qui ne semble pas souhaitée par des dirigeants qui paraissent vouloir conquérir (ou conserver) Solférino mais pas le Pays, un Projet Alternatif invisible, une stratégie de campagne confondante faisant suite à une décision de ne pas rassembler nos partenaires de gauche, une campagne elle-même teintée d'amateurisme, une Europe qui n'est plus portée positivement par les Socialistes.

La faute est collective, la responsabilité est collective, l'issue sera collective. Examinons deux scénarii. Dans le premier, nous tentons de travailler sur des thématiques du Projet. A chaque fois, c'est l'occasion pour les uns et les autres de se démarquer. Maladie infantile des socialistes : utiliser le débat de fond pour obtenir un meilleur rapport de force interne. Tant bien que mal un projet est établi, 80 000 Français (les militants PS) sont appelés à désigner le candidat socialiste. Au soir du second tour de la désignation, 15 voix séparent les deux candidats, car quelques fédérations ont livré leurs résultats après avoir pris connaissance de celui des autres fédérations. Et c'est la catastrophe.

Je vous propose un autre scénario. Les équilibres internes sont gelés jusqu'aux prochaines élections présidentielle et législatives. Ainsi l'arrivée massive d'électeurs de gauche pour participer à l'élaboration du Projet et à la désignation de notre candidat – celui de toute la gauche si nous convainquons les autres formations – n'aurait pas de conséquence interne et enfin, nous dirions aux Français : Oui, les Socialistes veulent construire avec vous un projet de justice sociale apte à promouvoir un développement durable pour ce Pays. Oui, avec vous et pour vous, les Socialistes veulent gagner.

La situation sociale en Ile-et-Vilaine :

Les syndicats ont la parole

La période qui s'est ouverte, avec l'accord des huit principaux syndicats pour des manifestations communes (le 29 janvier, le 19 mars, le 1^{er} mai et le 13 juin), est un moment important pour le mouvement social aujourd'hui. Il a paru intéressant à *L'Unité 35* d'interroger quelques responsables départementaux pour avoir leur vision de la crise : FO a décliné notre invitation «conformément à [ses] traditions d'indépendance réciproque des partis et des syndicats» et le secrétaire de l'UDCGT 35 s'est excusé car il était trop occupé.

L'Unité 35 : *Quelle est votre analyse de la situation sociale et de l'état du mouvement social dans notre département ?*

Christine Divay (Secrétaire générale CFTC 35) : Les salariés des entreprises d'Ile-et-Vilaine sentent depuis plusieurs années les impacts du ralentissement de la croissance, l'impact des délocalisations.



Christine DIVAY

Pour parler d'un secteur phare qui est l'automobile, la CFTC accompagne depuis plusieurs années les salariés de la

Barre-Thomas qui ont subi trois plans sociaux. De même, elle porte une attention toute particulière aux salariés de PSA et aux équipementiers.

Nos dirigeants à la CFTC parlent de «tsunami» social. Pour l'instant, nous ne mesurons pas encore les impacts des plans sociaux ; nous n'en sommes qu'aux prémises.

Jacques Bouilly (Secrétaire de l'UD CFDT 35) : A la CFDT, nous considérons la situation comme très grave. Cette crise est inédite, violente, destructrice, la vision de certains observateurs est partielle.

Par exemple la situation de Citroën est connue, celle des sous-traitants beaucoup moins. Il en est de même pour nombre de sociétés de services liées à l'activité. Ce sont dans ces secteurs que nous trouvons les salariés les moins protégés. La situation des jeunes nous préoccupe, l'augmentation du chômage des moins de 25 ans a progressé de plus de 60% en un an. 600 000 jeunes vont entrer sur le marché du travail en septembre, les jeunes sont victimes de fin de contrat, d'intérim. La raréfaction de l'emploi limite aussi les embauches.



Jacques BOUILLY

Concernant le mouvement social, la CFDT estime que le syndicalisme crée en permanence du mouvement social. Celui-ci ne se limite pas aux manifestations. Les formes sont diverses. Face à la crise les mobilisations intersyndicales des 29 janvier et 19 mars ont été des succès. Aujourd'hui après les expressions de mécontentement, d'exaspération, les salariés nous demandent des résultats. Ceux acquis par l'action sont encore insuffisants. Obtenir une vraie relance sociale pour les salariés est un objectif.

Annette Leport (UNSA UD35) : La dégradation sociale est amplifiée par la crise qui associe une perte de confiance envers le patronat, le gouvernement, les partis politiques. Structurelle, elle touche tous les salariés, avec une baisse de l'activité industrielle qui entraîne le chômage. Les ménages, craignant une récession, réduisent leur consommation. Selon les indicateurs préfectoraux, l'emploi va continuer à diminuer et la situation peut devenir dramatique en Ile-et-Vilaine.

Des entreprises financièrement saines dégraissent sous prétexte de crise et les intérimaires sont les premiers touchés. Inspirés par l'Etat, des patrons font prendre en charge par la collectivité les licenciements et profitent des heures supplémentaires défiscalisées tout en recourant à des précaires plus malléables.

L'Etat régulateur et répartiteur des richesses devrait avoir un rôle d'exemple. Malheureusement, avec une réduction drastique d'un poste de fonctionnaire sur deux, il n'agit que dans une logique comptable.

Les salariés de l'Etat ou des entreprises ne comprennent pas cette logique : pour exemple les «SANDEN» Tinténiac sont licenciés pour baisse d'activité pendant qu'on fait appel à des intérimaires ; autre exemple l'Etat licencie les EVS/AVS de l'Education Nationale sans reconnaître leurs compétences acquises et sans honorer les formations promises.

L'Unité 35 : Mme Leport, votre réponse anticipe en quelque sorte la deuxième question que nous voulions poser : Quelle évolution envisagez-vous à court terme ?

Jacques Bouilly : Le gouvernement doit faire le bilan des mesures qu'il a prises et éventuellement les ajuster. Le 13 juin a été un nouveau temps fort pour faire pression sur le gouvernement et le patronat. Le rapport de force doit être utile pour les salariés. Ceux-ci doivent voir concrètement des mesures appliquées à leur situation qui concernent le pouvoir d'achat, la protection sociale.



Annette LEPORT

L'absence d'espoir, de perspective, serait dramatique.

Christine Divay : Pour nous la mobilisation ne doit pas faiblir. Emploi public-privé, pouvoir d'achat sont les ingrédients de la relance.

Nous avons choisi, de privilégier la défense individuelle des salariés impactés directement par des plans sociaux, avec un accompagnement individuel et collectif. Actuellement, on remarque une évolution : les demandes de bilan de compétences sont en nette augmentation. Nous ne stigmatisons personne mais cette crise révèle beaucoup d'incohérences et montre que, quand le dialogue social existe dans l'entreprise, on limite la casse.

L'Unité 35 : Comment voyez-vous le moyen terme ?

Jacques Bouilly : La protection des travailleurs doit être renforcée. Des revendications comme la sécurisation des parcours professionnels, la formation professionnelle ou l'insertion des salariés notamment des jeunes sont incontournables.

Cela nécessite du dialogue social et une responsabilité des partenaires sociaux. Ce sont des conditions pour penser les emplois de demain, durables et respectueux de l'environnement. L'évolution de la gouvernance des entreprises et le contrôle de celles-ci sont aussi nécessaires.

Christine Divay : La CFTC s'est impliquée dans les groupes de travail qui se sont mis en place.

Ces derniers ont mis en avant la complexité des circuits et la multiplicité des acteurs qui interviennent sur le thème de la formation professionnelle. Il faudrait que le parcours de vie professionnelle et personnel soit sécurisé. On appelle cela à la CFTC « le statut du travailleur ». Le temps de travail, les coupures accidentelles ou voulues (pour élever ses enfants par exemple), l'engagement personnel doivent faire un tout. Il ne doit pas y avoir des fractures. Cela est particulièrement vrai actuellement et l'accent doit être mis sur la formation professionnelle.

Annette Leport : L'évolution de la situation dépend fortement de l'attitude de l'Etat et du patronat : vont-ils encore ignorer, nier, voire mépriser les salariés ou vont-ils tenir compte des revendications et négocier ? L'UNSA craint une dégradation générale que ce soit des services publics, de l'emploi du secteur privé ou du climat social.

Jacques Bouilly : Un dernier mot, si vous le permettez. Comme responsable syndical, j'ai une hantise, c'est, à la question d'un salarié dans un an : « qu'avez-vous fait ? », de devoir répondre « J'ai organisé des mobilisations, mais le syndicalisme n'a rien obtenu. »

L'Unité 35 : Merci à vous trois de nous avoir consacré ce temps et à une prochaine fois, nous l'espérons.

Propos recueillis par
Mohamed Boumahdi,
Jean-Marie Lion
et Jean-François Picaut

La fédération au travail

Oui à l'égalité, Non à l'homophobie !

Parce que nous sommes socialistes, nous avons à cœur de lutter contre toutes les formes de violence et d'injustice. La lutte contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle est un de nos combats. De la dépénalisation de l'homosexualité en 1982 par Mitterrand et Badinter à la reconnaissance en 2002, par Ségolène Royal, des familles dont les deux parents sont de même sexe, en passant par la création du PACS en 1999 par Lionel Jospin, les socialistes s'engagent pour faire évoluer les mentalités et assurer l'égalité entre tous les citoyens.

«Lutte contre l'homophobie, mariage homosexuel, parentalité : que fait la gauche ? Comment agir localement ?». Ce débat, proposé et animé par Erwann Le Hô, militant de la section Rennes-Centre, et par Marie-Anne Chapdelaine, adjointe au Maire de Rennes déléguée à l'égalité des droits, a rassemblé une quarantaine de personnes le 9 juin dernier, quelques jours avant la «gay pride» rennaise. Des militants du Parti Socialiste et du MJS,

mais aussi de nombreux responsables associatifs et des citoyens ont pu réagir à la projection d'un court-métrage, lors d'échanges avec Gilles Bon-Maury, président d'Homosexualités et Socialisme, et Kélig Sicard, président du *Centre Gay Lesbien Bi et Trans* de Rennes.

Expliquer clairement pour mieux comprendre : tel était le maître-mot de cet échange convivial, le premier de ce type dans notre nouvelle Maison des Socialistes.

Ouvrons l'accès de ce lieu à tous, osons en faire une Maison de débats, d'échanges et de formation, où chaque sujet a sa place. C'est par cette démarche innovante que notre Parti Socialiste retissera les liens nécessaires aux victoires prochaines.

Vous souhaitez poursuivre les réflexions autour de cette thématique ? Contactez nous : lgbt.fede.ps.35@gmail.com.

Erwann Le Hô
Section Rennes Centre

Vu/Entendu

L'État étrangle les collectivités

Une commune reçoit de l'État trois dotations. Leur nouveau calcul, qui ne prend en compte la population que jusqu'à 2006, est pénalisant dès que la population croît.

Ainsi au Rheu, qui gagne 11% d'habitants en 3 ans, la dotation forfaitaire baisse de 8% en 2009, la dotation de solidarité rurale de 27% et la dotation nationale de péré-

quation de 56% : en un an, la contribution de l'État diminue de 15%.

Sarkozy qui se vante de baisser les impôts force les communes à les augmenter. Compenser la perte subie par Le Rheu au niveau du budget (250 000 euros) correspond à une augmentation des impôts de 8%, ce qui n'est pas rien !

Et le pire est encore à venir avec la gestion de la crise, les transferts de charges de l'État et le projet de suppression de la taxe professionnelle.

André Hérau
Conseiller municipal délégué aux finances
et secrétaire de la section PS du Rheu

Les militants se forment

La commission Formation a eu le plaisir d'organiser les premières sessions de formation à destination des adhérents de la Fédération d'Ille-et-Vilaine lors de deux soirées, les 31 mars et les 5 mai derniers. L'Europe avait été choisie comme première thématique, pour répondre à une demande liée à l'actualité électorale. La première réunion, animée par Raphaël Chambon, formateur national du parti, a été consacrée aux institutions européennes. Après un bref historique, l'essentiel du propos de l'intervenant a été consacré à la complexité des institutions européennes et au déficit démocratique qui en découle. Le traité de Lisbonne a également été l'objet d'une explication. La formation s'est conclue par un débat qui a permis d'évoquer les perspectives, et notamment les élections européennes. Cette formation a été l'occasion de mettre en place un nouvel outil à destination des adhérents, puisque la soirée a été filmée et que la vidéo de l'intervention est à la disposition des sections (contacter la Fédération). La seconde formation a été consacrée au *Manifesto*, elle a été animée par Tristan Lahais, Secrétaire Fédéral aux Elections et Stéphanie Poppe, Secrétaire Fédérale à l'Europe. Les militants, venant de tout le département, ont pu prendre connaissance des principales propositions du PSE notamment en matière de réponse à la crise.

Ces deux soirées ont, au-delà de la formation des militants, permis de mettre en place le cadre de l'université permanente décentralisée qui sera instaurée à la rentrée dans notre Fédération.

Catherine Milin,
Secrétaire Fédérale à la Formation.

Rennes 2, la rebelle ?

L'université de Rennes 2 a fait la une de tous les médias au cours des derniers mois. Très rapidement, le débat s'est cristallisé autour de la question du blocage. Malheureusement, cela a occulté les véritables revendications du mouvement.

Ce mouvement a été à bien des égards exceptionnel. Il s'agit tout d'abord d'un mouvement qui est parti du corps enseignant et qui a réuni en son sein enseignants-chercheurs, IATOS et étudiants. Il y a eu des débordements et des actions incontrôlées et incontrôlables, c'est sûr, et nous ne pouvons pas les cautionner.

Néanmoins, nous étions, nous sommes et nous serons toujours avec les personnels et les étudiants de l'Université de Rennes 2 pour défendre l'enseignement supérieur.

L'année dernière, déjà, nous nous étions engagés contre la loi LRU qui donne l'autonomie financière aux universités et les pleins pouvoirs aux présidents dont les dérives sont prévisibles. Nous dénonçons la privatisation de l'enseignement supérieur (des acteurs extérieurs, notamment des entreprises, peuvent rentrer dans les CA), le désengagement prévisible de l'Etat. Cette année, nous n'avons pu que constater les effets néfastes de cette loi.

La machine libérale a encore frappé l'université avec le nouveau statut des enseignants-chercheurs qui entraîne une

concurrence entre l'enseignement et la recherche, l'enseignement devenant une punition donnée par le président aux «mauvais chercheurs». De même, la masterisation des concours de l'enseignement (reportée d'un an) supprime les IUFM et le stage d'un an et met en place un master enseignement. Il faudrait donc passer en même temps le CAPES et réussir le master 2 ; l'échec au CAPES mais l'acquisition de ce master permettrait par ailleurs d'avoir sous la main une armée de contractuels corvéables à merci. Sans parler de la suppression des 900 postes dans l'enseignement supérieur, de la mise en concurrence des universités avec le plan campus, nous assistons à un véritable démantèlement des universités. Malgré les prévisions de baisse des effectifs largement surévaluées à Rennes 2 et sa réputation de «fac de fainéants», nous ne pouvons pas laisser faire ce démantèlement de notre éducation, de notre enseignement. Beaucoup ont été déçus du silence du PS sur le sujet, nous devons offrir une réponse, une alternative, un autre projet et peser de tout notre poids pour que les réformes qui sont en suspens ne s'appliquent pas. Parce que sinon, soyez en sûr, Rennes 2 «la rebelle» se réveillera encore l'année prochaine et se radicalisera encore plus et cela ne servira malheureusement que ceux qui se nourrissent du désespoir du plus grand nombre.

Fanny PANHALEUX
Animatrice du MJS 35

Nouvelle Maison des Socialistes

Outre le mobilier, pas moins de 850 cartons ont mobilisé quatre déménageurs professionnels pour transférer la Fédération du 45 bis, boulevard de la Liberté au 22, rue de La Chalotais, entre le 20 mai et le 3 juin.

Le mardi 9 juin, la nouvelle Maison des Socialistes accueillait son premier débat public sur le thème «Lutte contre l'homophobie, mariage homosexuel, parentalité : que fait la gauche? Comment agir localement?» Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral, donnait le ton en lançant cette invitation : *La Maison des Socialistes est un lieu d'information, d'échanges et de formation continue accessible à tous les citoyens! Ouvrons grandes ses portes et ses fenêtres!*

Fin mai, 115 militants avaient déjà répondu à l'appel à don pour aider à l'aménagement de cette Maison. **Les donateurs vont recevoir une invitation à une visite des nouveaux locaux spécialement organisée à leur intention en septembre.**

Cette «souscription» se poursuit ces prochains mois. Toute contribution pour l'aménagement de la Maison des Socialistes est à faire par chèque libellé au nom de l'ADFPS 35 (Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine), ce qui permettra aux donateurs de bénéficier en 2010 d'un reçu fiscal comme pour les cotisations. A titre d'exemple, 50 euros versés à l'ADFPS 35 représentent une réduction de l'impôt sur le revenu de 33 euros, soit un don effectif de 17 euros.

**Talon à adresser
à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000
Rennes**

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Commune :

Je fais un don de euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle Maison des Socialistes d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de la Chalotais.
Je recevrai en 2010 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

La culture n'est pas seulement littéraire, artistique ou scientifique. Il existe une culture politique, économique, sociale, etc. C'est pourquoi, ce mois-ci, L'Unité 35 a choisi de s'intéresser à un aspect de la culture économique.

L'économie sociale et solidaire Une des réponses à la crise



Entretien avec **Alain Yvergniaux**,
Conseiller Régional délégué à l'Economie sociale et solidaire,
Président de la commission du Développement économique et de la Recherche.

Alain, peux-tu nous préciser le champ couvert par ce qu'on appelle «économie sociale et solidaire» ?

Cette économie (ESS) s'incarne dans des statuts juridiques : coopératifs, associatifs, mutualistes (voulus, pensés et créés voici plus d'un siècle par les socialistes, ne l'oublions pas !).

Cette économie humaine rassemble une immense diversité des champs d'action, dans les services, dans l'industrie, dans l'agriculture. Si la rentabilité économique est une nécessité pour durer, se développer, créer des emplois, le profit n'est pas une fin en soi. Les entreprises et structures de l'ESS parlent d'abord de lien social, d'intérêt général, de citoyenneté, d'émancipation, de solidarités collectives et démocratiques, d'ancrage territorial. Elles cherchent à produire, consommer, employer, épargner et décider autrement, de manière respectueuse des hommes, de l'environnement, des territoires.

Peux-tu nous en donner des exemples dans le département ?

En Ille-et-Vilaine, c'est par exemple la Clinique mutualiste *La Sagesse* (300 salariés), *Bretagne Ateliers* (650 salariés dont 500

handicapés), *Biocoop* (300 salariés), des banques mutualistes, des mutuelles, mais aussi de nombreuses crèches associatives, des associations culturelles, sportives, des coopératives de production (SCOP), des entreprises d'insertion, ...

Et quelle est sa place en Bretagne ?

En Bretagne, région où l'économie sociale et solidaire est historiquement implantée, elle représente 14% des emplois. Ce sont aussi des milliers de bénévoles.

Le Conseil Régional depuis 2004 soutient le développement de cet entrepreneuriat d'une grande modernité, et y consacre des moyens importants.

Quel rôle peut-elle jouer dans la période actuelle ?

L'économie sociale et solidaire s'impose de plus en plus comme une réalité d'une part, comme une nécessité d'autre part, face à la violence des crises économiques, financières, sociales, environnementales et morales que nous traversons.

La Bretagne va devoir, comme les autres territoires, repenser en profondeur son modèle de développement. L'ESS incarne une réponse, partielle mais très réelle, perfectible mais concrète, aux enjeux de réinvention d'une économie éthique au service de l'humain.

Elle doit être un des acteurs reconnus de cette économie plurielle qui par l'addition des approches entrepreneuriales (privées, publiques, ESS) sera une grande force pour notre région.

Propos recueillis par
Jean-François PICAUT



Félicitations
à notre
camarade

**JEAN-FRANÇOIS
GUÉRIN,**

Nouveau Conseiller Général de Redon.

En tête dès le premier tour, le 7 juin, Jean-François Guérin et sa suppléante, Anne Patault, ont remporté la cantonale partielle de Redon, le dimanche 14 juin. Face au maire divers droite de Redon, nos camarades ont réuni 54,99% des suffrages. Cette victoire à l'issue d'une campagne de proximité, menée avec tous les camarades de Redon, est particulièrement symbolique au moment où certains voudraient enterrer le PS.

Jean-François Guérin devient ainsi le 1^{er} conseiller général socialiste de Redon et le 29^e conseiller général du Groupe Socialiste et Démocrate de Progrès, présidé par Didier Lebougeant. La majorité départementale compte désormais 34 conseillers généraux contre 19 à la droite qui préfère l'appellation de centre-droit !

JFP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35
arrive à échéance ?

Un bon réflexe : réabonnez-vous

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35 :
45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : [] [] [] [] []

Ville : _____

(0,76 euros, le numéro - 10 numéros par an).
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de
Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35)